



Nicolas SARKOZY

Europe

- Mise en place de « taxes réciproques » aux frontières de l'Europe (dont taxe carbone).
- Révision des accords de Schengen.

Dettes

- Création d'une banque européenne d'investissement à destination des PME.
- Retour à l'équilibre des comptes publics en 2016.
- Règle d'or budgétaire qui fixe dans la Constitution un plan de réduction de la dette publique.



François HOLLANDE

Europe

- Nouvelle négociation du pacte budgétaire.
- Pacte de responsabilité, de gouvernance et de croissance.

- Mise en place d'euro-obligations pour mutualiser la dette européenne (Eurobonds).

Dettes

- Réduire le déficit public à 3 % du produit intérieur brut en 2013.
- Récupérer 29 milliards d'euros dans les cadeaux fiscaux et les niches fiscales.



Marine LE PEN

Europe

- Fermeture des frontières.
- Renégociation des traités afin de rompre avec la Construction européenne.
- Veto à tous les plans de renflouement de l'euro.
- Fin de l'euro.

Dettes

- Possibilité pour la Banque de France de monétiser la dette publique.
- Maîtrise de l'endettement public inscrite dans une loi cadre.



François BAYROU

Europe

- Alliance entre l'Europe et les pays émergents.
- Président de l'UE élu au suffrage universel.
- Permettre à la Banque centrale européenne (BCE) d'intervenir lorsque les États ont besoin de refinancer leur dette.

Dettes

- Inscrire la « règle d'or » de discipline budgétaire dans la Constitution.
- Gel des dépenses publiques et rachat sur les niches fiscales.



Jean-Luc MÉLENCHON

Europe

- Nouveau traité adopté en France par référendum.
- Fonds de développement social, écologique et solidaire européen.
- Proposition d'une refonte des missions et des statuts de la BCE.

Dettes

- Réaménagement négocié des dettes publiques.
- Obligation de détention de titres de la dette publique par les institutions financières.



Eva JOLY

Europe

- Fonction de Vice-Premier ministre chargé des questions européennes, avec une autorité transversale.
- « Pacte de développement écologique et social » qui remplacerait le Pacte de stabilité de Maastricht.
- Mutualisation partielle des dettes publiques (eurobonds).

Dettes

- Réduire le déficit public de 1 point de PIB par an.

Photos : Reuters

L'Europe à l'épreuve de la crise

Depuis vingt ans (Maastricht), la douloureuse fracture entre eurosceptiques et pro-européens se ravive de temps à autre. Ce clivage, lorsqu'il apparaît dans un même parti de gouvernement, outre la cacophonie dans les déclarations au sein des états-majors, déroutent les Français qui ne comprennent plus ce déplacement des lignes. Car nos concitoyens aimeraient avoir un mes-

sage clair dans une situation qui ne l'est pas du tout quand on sait que ce sont des technocrates – non élus – qui ont entre leurs mains leur destinée. En 2005, le résultat du référendum sur le projet de Constitution européenne a rappelé aux pro-européens que les Français n'étaient pas prêts à abandonner la plus petite parcelle de souveraineté. Peut-être que cette peur de l'Europe est confor-

tée par la monnaie unique accusée de tous les maux – en particulier la flambée des prix – et la crise économique vécue depuis 2008 à la suite du chaos financier des banques « casino ». L'Europe s'est donc invitée dans la campagne. Tout d'abord en décembre dernier quand le couple franco-allemand Merkel-Sarkozy a improvisé dans l'urgence un traité sur le Mécanisme européen de stabi-

lité pour rassurer les marchés. Traité qui, soit dit en passant, sera à renégocier s'il était élu a annoncé François Hollande. Voilà maintenant que c'est au tour de Nicolas Sarkozy de mettre la pression sur Bruxelles, donnant au passage un gage aux eurosceptiques. Le 5 avril, lors de la présentation de son programme, il a annoncé qu'il allait réclamer le gel de la contribution de la France au budget

européen chiffrée à 600 M€. Pour quoi pas. Mais ce qu'il a oublié de dire c'est comment il arrivera à obtenir d'un côté le maintien de la Politique agricole commune à l'euro près et de l'autre à geler sa participation aux finances européennes...

PIERRE DEJOANNIS
pdejoannis@nicematin.fr

Demain : les institutions

L'avis de

Jean-Paul GUICHARD, professeur d'économie à l'Université de Nice-Sophia Antipolis

« Affaiblir l'euro pour le sauver avant que le yuan ne devienne la monnaie du monde »



Le mot protectionnisme refait son apparition dans le discours de certains candidats.

Comment l'expliquez-vous ?

Il existe deux types de protectionnisme selon les moyens qu'on utilise et deux autres selon la finalité qui lui est assignée. Pour les moyens, ils sont tout d'abord douaniers. C'est le plus classique : taxes à l'entrée et subventions à l'exportation. Ensuite, la monnaie. C'est-à-dire le maintien d'une monnaie sous-évaluée comme le yuan. Pour ce qui a trait à la finalité, on peut distinguer un protectionnisme défensif visant à rétablir un équilibre commercial et un protectionnisme agressif, pour accroître des parts de marché (excédents commerciaux). Et en fonction des moyens mis en avant, la signification ne sera pas la même. On l'a oublié parce que l'OMC ne s'intéresse qu'au protectionnisme douanier. En 1999, Maurice Allais, mon ancien professeur d'économie, dans son ouvrage *La Mondialisation, la destruction des emplois et de la croissance*, avait prévenu : « L'ouverture communautaire [européenne, NDLR] à tous les vents de la mondialisation va produire une crise profonde qui nous conduit à l'abîme ». Malheureusement, on ne l'a pas écouté. Selon lui, c'était de la pure folie que de faire du libre-échange avec des pays ayant des salaires trop différents avec les nôtres. Le libre-échange c'est très bien entre les pays ayant des salaires un peu similaires. Mais lorsque les situations sont différentes, c'est du suicide. Force est de constater que les faits actuels

valident son analyse.

Vous affirmez (!) qu'en favorisant la sous-évaluation du yuan, la Chine a déstabilisé en particulier l'Europe.

Doit-on recourir au protectionnisme ?

Lors de la présidentielle de 2007, il y avait consensus dans les deux principaux partis : surtout il ne fallait pas revenir au protectionnisme ! Et cette alliance au niveau des idées était la même que celle qui s'était manifestée au moment du référendum de la Constitution européenne (2005). Résultat : les appareils politiques recommandaient de voter « oui » et le peuple français a voté « non » à 54 %. Ce sont les mêmes aujourd'hui, même si, crise aidant, les lignes sont en train de bouger au sein des grands partis. Je pense que ces gens-là se moquent du monde. Ce sont des imbéciles parce que pour revenir au protectionnisme, il faudrait que le monde ne soit plus dans le protectionnisme. Or précisément, je prétends que nous y sommes en plein. Sauf que c'est un protectionnisme monétaire et que c'est la Chine qui le pratique, contrôle des changes aidant, en sous-évaluant le yuan notamment par l'achat quotidien de devises étrangères (euros et dollars) par sa banque centrale. Cette situation est particulièrement destructrice pour nos emplois et les investissements français, européens, américains se font ailleurs qu'en Europe ou aux Etats-Unis. La question pertinente à se poser est donc : « Comment faire cesser le protectionnisme chinois ? ». On pourrait instaurer

un protectionnisme sélectif qui épargnerait notamment la Turquie et le Brésil car n'étant pas des agresseurs, et n'agirait donc que sur le *Made in China*.

Un frein pour la consommation ?

Le protectionnisme c'est le renchérissement de certains produits mais en vue de stopper l'hémorragie de l'emploi. Les consommateurs sont aussi des salariés. Et la montée actuelle du chômage c'est absolument affolant. Regardez en Espagne. On est en situation extrêmement grave de pathologies sociales. Quand Hitler est arrivé au pouvoir [1933, NDLR], 40 % de la population industrielle allemande était au chômage. Ils ont cru n'importe quoi. C'est-à-dire ce que le Parti national socialiste leur donnait à croire. Et on connaît la suite... Le chômage c'est extrêmement destructeur. Et les multinationales s'autonomisent complètement de leur substrat économique et social d'origine. Elles songent essentiellement à leurs profits et donc investissent en Chine.

Il y a quinze jours, Nicolas Sarkozy annonçait que le plus mauvais de la crise était derrière nous. Était-ce un optimisme excessif ?

Oui. Il était vraiment optimiste car je ne suis pas sûr que le plus mauvais soit derrière. C'est peut-être la timide remontée du CAC 40 qui donne cette impression au candidat Sarkozy. Mais cela n'a aucune signification car quand la Bourse monte cela veut dire que les multinationales françaises font des profits. Et où le font-elles ? Elles le font en Chine et pas en

France ! La Bourse n'est plus un indicateur de la santé de l'économie française. L'annonce du président-candidat est un argument électoral à traduire par : « J'ai surmonté une épreuve terrible. Et cela fait partie de mon bilan. » Malheureusement, l'Europe est dans une situation calamiteuse.

Marine Le Pen soutient qu'il faut à tout prix sortir de l'euro. A-t-elle raison ?

Non. La sortie de l'euro réclamée par Marine Le Pen et Nicolas Dupont-Aignan ne me semble pas la bonne solution parce qu'il me paraît difficile d'imaginer une sortie individuelle. Cela voudrait dire une sortie de l'Union européenne. Une conduite suicidaire ! Il est donc urgent d'abaisser le cours de l'euro face au dollar – 1,15 € au lieu de 1,31 actuellement serait parfait – notamment en autorisant la Banque centrale européenne à intervenir comme l'a fait la Suisse tout récemment pour stopper la montée de sa monnaie. Cela doperait nos exportations – celles du Sud (Espagne, France et Italie) en particulier – et ralentirait nos importations. Mais la Chine fera tout pour l'en empêcher afin que le yuan devienne enfin la monnaie du monde.

PROPOS RECUEILLIS PAR P.-R. D.

1. *La Visée hégémonique de la Chine, l'impérialisme économique*, par Jean-Paul Guichard et Antoine Brunet, aux éditions L'Harmattan (2011), 210 p., 21 €. Un remarquable ouvrage didactique sur le protectionnisme monétaire recommandé à tous ceux qui veulent savoir à quelle sauce les Chinois vont nous dévorer prochainement...